

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Valenciennes, le 1er juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TVD

274 rue Jean Jaurès
59970 Fresnes-sur-Escaut

Références : V2.2023.154
Code AIOT : 0007005128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement TVD implanté 274, rue Jean Jaurès 59970 Fresnes-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre des suites d'un incendie survenu dans la nuit du 14 au 15 mai 2023 sur le site de TVD à Fresnes-sur-Escaut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TVD
- 274, rue Jean Jaurès 59970 Fresnes-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007005128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TVD exploite des installations de traitement de déchets par broyage comprenant une plate-forme de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux autorisées par l'arrêté préfectoral du 23/09/2022 principalement au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux d'une capacité de 300 tonnes par jour (A),
- 2794-1: installation de broyage de végétaux non dangereux d'une capacité de 200 tonnes par jour (E),
- 2714-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de papier, cartons, plastiques caoutchouc d'une capacité 1500 m³ (E),
- 2716-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes d'une capacité de 9700 m³ (E).

Le thème de visite retenu concerne la gestion de l'incendie et ses conséquences.

2) Résultats de la visite d'inspection

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Contexte de la visite :

Une intrusion a été détectée par vidéosurveillance sur le site vers 23h00 et un départ d'incendie a été constaté sur une zone d'entreposage de déchets non dangereux non inertes extérieurs en attente de tri quelques minutes après cette intrusion.

Les systèmes de surveillance et de détection thermique ont permis à l'exploitant de se montrer réactif en prévenant le service départemental d'incendie et de secours et en se rendant sur place rapidement.

Les pompiers sont intervenus pour débiter leur intervention vers 23h25.

Les déchets ont été progressivement retirés de l'alvéole pour être étalés sur une partie étanche du site au moyen d'une chargeuse et noyés pour éviter tout nouveau départ de l'incendie jusqu'en début de matinée.

L'exploitant a déclaré l'incendie comme maîtrisé vers 1h45 du matin, soit environ 2h20 après le début de l'incendie tandis que les opérations de noyage des déchets ont continué jusqu'en début de matinée.

Des volumes importants d'eau ont été utilisés et ont été récupérés gravitairement par le bassin de rétention dont la pompe de relevage a été arrêtée pour confiner les eaux d'extinction.

Aucune estimation des volumes d'eau engagés n'a été communiquée, néanmoins, compte-tenu du taux de remplissage du bassin de confinement, le volume d'eau d'extinction peut être estimé à environ 500 m³.

Lors de la visite, la zone concernée par l'incendie était vide.

Les résidus partiellement brûlés étaient stockés dans une alvéole voisine vidée pour éviter la propagation de l'incendie et ne génèrent plus aucune fumée.

L'exploitant a déclaré que l'incendie concernait une alvéole contenant 2800 m³ de déchets non dangereux non inertes.

Observation n°1 :

Compte tenu du volume et de la nature des déchets impliqués dans l'incendie, nous proposons à la signature de M. le préfet, en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, un arrêté de mesures d'urgence.

Les prescriptions de cet arrêté ont notamment pour objectifs :

✓ de confirmer dans les meilleurs délais la compatibilité des terrains alentours, potentiellement

impactés par l'incendie, avec les usages qui en sont faits, en limitant dans le temps l'éventuel impact sur les riverains ;

✓ d'évacuer dans les meilleurs délais les eaux d'extinction et les déchets brûlés afin de limiter les risques de pollution des sols et de reprise de l'incendie.

L'urgence de la mise en œuvre de ces mesures étant incompatible avec les délais de convocation et de consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, ces dispositions peuvent être prescrites par M. le préfet sans avis préalable de cette instance conformément aux dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement.

Pour la mise en œuvre de la stratégie d'échantillonnage, l'exploitant pourra faire appel aux organismes du Réseau d'Intervenants en situation Post-Accidentelle (RIPA) de la région Hauts-de-France.

Les éléments concernant la gestion des autres conséquences de l'incendie, notamment les eaux d'extinction et les déchets font l'objet des points de contrôles relatifs à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022 ci-après.

2-3) Les points de contrôle / Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Incidents ou accidents – Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 2.5	/	Sans objet
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 8.4.4	/	Sans objet
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 8.5.2	/	Sans objet
5	Élimination des substances ou mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 8.5.5	/	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que, dans le cadre de la gestion de l'incendie survenu dans la nuit du 14 au 15/05/2023, les eaux d'extinction ont été contenues sur le site et que l'exploitant a respecté les dispositions de son arrêté préfectoral sur ce point.

Les systèmes de détection ont bien fonctionné et l'exploitant s'est montré très réactif en se rendant sur place dans les premières minutes de l'intrusion et du départ de l'incendie afin de faciliter l'accès au site des services départementaux d'incendie et de secours.

Concernant les volumes de déchets non dangereux non inertes pris dans l'incendie supérieurs aux volumes prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022, l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter les volumes maximums des stockages de déchets de son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai d'un mois.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, plan des installations et volumes autorisés de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'incendie a eu lieu dans la zone d'entreposage de déchets non dangereux non inertes extérieurs. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que le volume de déchets présents dans l'alvéole représente un volume de 2800 m ³ au moment du départ de l'incendie. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022 prévoit que cette alvéole contient 1500 m ³ de déchets au maximum. Non-conformité n°1 : Le plan en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022 prévoit un volume maximal de 1500 m³ à l'endroit de l'incendie. L'inspection demande à l'exploitant de se conformer aux volumes maximums de déchets autorisés à être présents sur site prévus par son arrêté d'autorisation dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Incidents ou accidents – Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, délai de déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré rapidement par courriel l'incendie le matin du 15/05/2023 en proposant d'établir un rapport d'incident complet sur l'événement. L'exploitant s'est montré très réactif et a transmis par courriel du 16/05/2023, un rapport d'accident utilisant la fiche de notification d'accident du BARPI. Observation n°2 : L'inspection demande à ce que le rapport d'accident soit complété pour indiquer : - le volume de déchets brûlés, - le volume des eaux engagé dans le cadre de l'extinction de l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Caméra thermique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de caméras thermiques capables de détecter les points chauds avec un seuil d'alerte préalablement défini et comportant une alarme avec report en dehors des horaires d'ouverture. L'exploitant définit le nombre et le positionnement des caméras de manière à ce que le dispositif de détection soit efficace. Ce dispositif comprend a minima 3 caméras thermiques couvrant le hall et les zones d'entreposage extérieures. L'exploitant établit une procédure de gestion du système d'alerte (gestion, report des alarmes, personnel d'astreinte, etc.).
Constats : Le site dispose d'une vidéosurveillance et de caméras thermiques. Ce système a détecté l'intrusion sur le site ainsi que l'élévation des températures suite au départ de feu. Le report des alarmes a alerté le personnel d'astreinte et le responsable du site qui se sont rendus sur place rapidement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : L'inspection a constaté que le bassin de rétention était fonctionnel et contenait un volume important d'eau chargée dégageant une odeur de fumée très marquée. La pompe de relevage est à l'arrêt et les réseaux en aval ne présentent pas de trace d'évacuation des eaux chargées. L'exploitant a indiqué que ces eaux provenaient de l'arrosage des matériaux incendiés. Les matériaux ont été retirés de l'alvéole et étalés sur la plate-forme pour les noyer avant de les remettre en tas afin d'éviter toute reprise de l'incendie. Les eaux d'extinction très chargées en boues et cendres se sont dirigées gravitairement vers le bassin de confinement dont la pompe de relevage a été désactivée, conformément à la procédure, pour éviter tout rejet vers le réseau des eaux usées et la station d'épuration. L'exploitant a indiqué qu'il allait procéder à l'analyse des eaux du bassin pour définir la filière appropriée pour leur évacuation. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il allait procéder, au préalable, à une évacuation partielle de ces eaux vers une filière appropriée pour maintenir une capacité suffisante en cas d'épisode pluvieux. Observation n°3 : L'inspection demande à l'exploitant de prévoir une élimination rapide des eaux d'incendie pour disposer d'une capacité suffisante de rétention en cas de nouvel incident. L'exploitant n'est pas autorisé à rejeter les eaux résiduelles de l'incendie sans disposer des résultats d'analyses des eaux conformes aux valeurs limites d'émission de l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses réalisées sur les eaux d'extinction et des suites à donner pour leur évacuation. Observation n°4 : Compte-tenu de l'incertitude sur les boues issues de l'incendie et des produits de décomposition des matériaux brûlés, l'inspection demande à ce que le bassin fasse l'objet d'un curage et que les boues soient évacuées vers une filière agréée. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les bordereaux de suivi de l'évacuation des boues du bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Élimination des substances ou mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 8.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des déchets brûlés et eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.
Constats : Des matériaux partiellement brûlés en cours de ressuyage sont présents. L'exploitant a indiqué qu'il allait procéder à un tri pour récupérer les parties valorisables non brûlées de ces déchets et procéder à l'évacuation des déchets brûlés vers les filières autorisées. Observation n°5 : L'inspection demande à être destinataire d'un bilan de cette action et des bordereaux de suivi de l'évacuation des déchets résiduels de l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet